

Un Sarkozy militariste et néocolonialiste au Mexique. Retour sur sa visite.

26-03-2009

Le président Nicolas Sarkozy s'est rendu au Mexique du 6 au 9 mars pour une visite très attendue de l'autre côté de l'Atlantique. Outre le cas Florence Cassez, que les médias Français n'ont pas oublié de souligner, ou le réel scandale du financement du séjour du président, différentes déclarations militaristes, néocolonialistes et quelques forts accords sur la question de la sécurité ont été évoqués et signés.

En effet, le président Français a proposé au Sénat une nouvelle alliance entre le Mexique et la France. Dans un premier temps il a déclaré attendre plus de la part de Mexico en réaffirmant son soutien pour que le pays soit plus présent dans les organismes internationaux (G-14) et au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Cependant pour lui, en dehors des droits que cela peut lui donner ça lui donne également des devoirs: le sang des soldats. « une grande nation doit envoyer ses soldats ailleurs pour garantir la paix dans le monde » a-t-il déclaré.

A propos de la crise, le président Français a dit qu'il fallait retourner aux valeurs de l'économie de marché, « valeurs qui ont été abandonnées par la cupidité d'un petit groupe, celui là même qui génère le chômage ». Pour Nicolas Sarkozy, moralisateur, on ne peut pas résoudre les problèmes actuels avec des institutions du 20^e siècle.

Il a rajouter que la France comme le Mexique doivent adopter une attitude plus réformiste et s'unir pour construire une nouvelle gouvernance mondiale.

Le président est également revenu sur l'émigration disant que, comme l'Europe il faut favoriser la migration légale et lutter contre la clandestinité. Paroles particulièrement délicates au Mexique qui est certes un pays d'immigration, mais aussi et surtout d'émigration.

Dans le même temps les deux pays ont signé un accord en matière de sécurité. Paris s'engagera donc à apporter une aide en matière de police scientifique et technique et de surveillance et interception des communications. Un projet de vidéo surveillance ne devrait tarder à voir le jour, dans les prochains mois pour la ville de Mexico. Projet qui sera assuré par l'entreprise Thalès. La France apportera « une coopération sans limite pour aider le Mexique à résoudre cette question si angoissante de l'insécurité », un thème que le président connaît bien... D'autres accords sur des expertises dans les techniques spéciales d'enquêtes contre le crime organisé ou sur la gestion des carrières des policiers.

Le groupe Français EADS a conclu, quant à lui, dans ce même domaine des contrats sur la livraison de 6 hélicoptères militaires Eurocopter, et l'ouverture au Mexique d'une usine de production d'hélicoptères en collaboration avec le groupe Safran.

Alors que la guerre contre le Narcotrafic (appuyée par les USA et l'initiative Merida ressemblant étrangement au Plan Colombia – investissement de 1,6 milliards de dollars) et le crime organisé fait rage au Mexique, que les mécontentements sont de plus en plus forts, les victimes de plus en plus nombreuses (5400 morts en 2008 soit 100% de plus qu'en 2007), et la militarisation du pays en pleine effervescence (Plus de 40 000 militaires mobilisés dans tous le pays), Nicolas Sarkozy a déclaré « Je veux dès maintenant dire combien la France soutient votre combat courageux et déterminé contre le crime et contre la criminalité organisée ».

Quant à l'affaire Florence Cassez, la presse mexicaine n'est pas tendre. Convaincue de la culpabilité de la Française, tant grâce aux témoignages de deux victimes de la bande du Zodiac, séquestrée et torturée en 2005, que par le schéma classique d'une française qui suit son « latino lover » dans ses turpitudes, elle dénonce également l'attitude de Sarkozy comme néocolonialiste ne faisant pas confiance à la justice de leur pays. « Comment serait il possible que la fiancée du chef de la bande de kidnappeurs ne savait rien? » s'interroge le quotidien El Universal.

Sur cette visite la Jornada dénonce une gouvernance française qui n'a de cesse de vouloir s'ériger en défenseurs de ses concitoyens qui ont enfreint la loi hors de leurs frontières comme ce fut le cas pour l'Arche de Zoé. Un esprit interventionniste et même colonialistes qui n'a plus de raison d'être.

Le président français n'a évidemment pas déclaré un mot sur le respect des droits de l'homme dans un pays où la militarisation fait rage, et où de nombreuses ONG dénoncent constamment les atteintes aux droits de l'homme dans différents états du pays. www.espoirchiapas.com